
Bernard Controls, entreprise exemplaire pour Hollande en Chine - Prev, Papier d'angle

25/04/2013 06h33 - CHINE-FRANCE-ALLEMAGNE-ÉCONOMIE - Monde (FRS) - AFP

Par Sébastien BLANC

PEKIN, 25 avr 2013 (AFP) - L'usine Bernard Controls, visitée jeudi par François Hollande à Pékin, n'a pas été choisie par hasard: cette entreprise française est un symbole de la PME devenue entreprise de taille intermédiaire (ETI) en réussissant --à l'allemande-- à s'internationaliser.

D'une petite société familiale fondée en 1936 en banlieue nord de Paris, ce fabricant de servomoteurs --des moteurs électriques qui ouvrent et ferment les vannes industrielles-- est devenu leader mondial dans le secteur nucléaire.

Bernard Controls a aujourd'hui trois sites de production (deux en Ile-de-France, un en Chine), neuf filiales, dont trois en Asie, 400 collaborateurs, des bureaux commerciaux à Dubaï et Moscou et un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros.

Une performance si l'on sait que l'entreprise a commencé ses ventes en Chine seulement en 1987, emmenée par EDF et Framatome pour participer à la construction des premières centrales nucléaires chinoises.

Mais l'exemplarité utile au message que François Hollande veut faire passer en Chine réside surtout dans la conversion emblématique de Bernard Controls en entreprise de taille intermédiaire.

Cette catégorie de sociétés est une force de frappe de l'Allemagne à l'export. La France compte quatre fois moins d'ETI que son voisin outre-Rhin.

Une entreprise est considérée comme une ETI si elle répond notamment au critère d'avoir un chiffre d'affaires entre 50 millions et 1,5 milliard d'euros. Les ETI doivent avoir entre 250 et 4.999 salariés, même si une dérogation existe en-dessous de 250 salariés.

"La transformation d'une PME en ETI, ce n'est pas un faon qui devient un cerf, c'est une chenille qui devient un papillon: il y a une transformation interne qui prend du temps", explique à l'AFP Guillaume Bernard, directeur Asie de Bernard Controls.

Petit-fils du fondateur Lucien Bernard, fils de l'actuel PDG Etienne Bernard, ce trentenaire tient la barre de l'usine de Pékin, qu'il a fondée en 2007.

Il décrit une aventure chinoise aujourd'hui fructueuse mais semée d'embûches, au premier rang desquelles la contrefaçon, véritable fléau dans la deuxième économie mondiale.

"On s'est fait énormément secouer par nos copieurs", confie Guillaume Bernard, en ajoutant avoir "beaucoup appris" d'eux. Pas moins d'une trentaine de copieurs ont ciblé sans vergogne les produits Bernard Controls, forçant la société à une offensive judiciaire.

"On a fait un procès qui nous a permis de légitimer notre marque", poursuit Guillaume Bernard. Il a fallu aussi envoyer la police chinoise, "pas facile à convaincre", effectuer des saisies chez les contrefacteurs. Un combat de longue haleine favorisé par le fait que la société était implantée en Chine, assure le directeur Asie.

Son entreprise a également choisi la Chine car celle-ci sert de plate-forme pour l'export: les centrales électriques, hydrauliques ou les cimenteries vendues par Pékin aux pays émergents d'Amérique du Sud, d'Asie ou d'Afrique achètent leurs équipements en Chine même.

"On va pouvoir monter vers 200 millions d'euros de chiffre d'affaires", assure, confiant, M. Bernard, après que sa société a enregistré une croissance de 17% en 2012.

Et, dans la conversion de la chenille PME en papillon ETI, "l'internationalisation est absolument fondamentale et nécessaire", insiste-t-il. "Cette transformation a besoin d'être financée, c'est pourquoi on a besoin de la BPI (Banque publique d'investissement)".

La BPI, promesse de campagne de François Hollande et nouveau bras armé de la politique économique du gouvernement, est censée proposer des financements aux entreprises pour accompagner leur développement.

seb/ple

© 1994-2013 Agence France-Presse